



N° Consultation : 2025EFS - BRET905

Etablissement Français du Sang Bretagne
Rue Pierre-Jean Gineste – CS 41146 – 35011 RENNES cedex

**Transports routiers intrarégionaux programmés avec véhicule
tri-températures dirigées (4 compartiments : - 28°C, +4°C,
+22°C et ambiant)**

Appel d'offres ouvert

Article L.2124-2 du code de la commande publique
Articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du code de la commande publique

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

SOMMAIRE

1. DEFINITIONS	5
2. OBJET DU MARCHE PUBLIC	5
3. DISPOSITIONS GENERALES	5
3.1. Procédure de passation	5
3.2. Allotissement	6
3.3. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires	6
3.4. Forme du marché public	6
3.5. Estimation du marché public	7
3.6. Durée du marché public	7
3.7. Langue d'exécution du marché public	7
3.7.1. Principe	7
3.7.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	7
3.7.3. Défaut de recours à un interprète	7
4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC	8
5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	8
5.1. Développement durable	8
5.1.1. Obligations environnementales	8
5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande	9
5.2.1. Emission des bons de commande	9
5.2.2. Délais d'exécution des bons de commande	9
5.3. Vérification et admission	9
5.4. Pertes des Fournitures	10
5.4.1. Pertes avérées	10
5.4.2. Pertes partielles	10
5.4.3. Pertes totales	10
5.5. Pénalités	11
5.5.1. Pénalités de retard	11
5.5.2. Pénalités pour mauvaise exécution	11
5.5.3. Autres pénalités	11

5.5.4. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat	12
5.6. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique	12
6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC	13
6.1. Réunions de suivi	13
6.2. Relations entre les parties	13
6.3. Confidentialité	13
6.3.1. Obligations du Titulaire	13
6.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations	14
7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC	14
7.1. Modifications relatives au Titulaire	14
7.2. Clause de réexamen	15
7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles	15
7.4. Evolutions administratives	15
7.5. Evolutions technologiques	15
8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE	16
9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE	16
9.1. Caractère et contenu des prix	16
9.2. Forme et évolution des prix	16
9.2.1. Part du prix relative au carburant	16
9.2.2. Part du prix relative aux salaires des agents de transport	17
9.2.3. Dispositions communes pour procéder à la révision des prix	17
9.2.4. Clause de révision exceptionnelle	18
9.3. Avance	18
9.4. Modalités de facturation et de règlement	18
9.4.1. Facturation	18
9.4.2. Dématérialisation des factures	19
9.4.3. Délai global de paiement	19
9.4.4. Suspension du délai global de paiement	19
9.4.5. Intérêts moratoires	20
9.4.6. Nantissement et cession de créance	20
9.4.7. Renseignement d'ordre comptable	20

10. RESPONSABILITE - ASSURANCES	20
11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	21
11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général	21
11.2. Résiliation aux torts du Titulaire	21
11.3. Résiliation pour évènements liés au marché	21
11.4. Exécution aux frais et risques	22
12. LITIGES	22
13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE	22

1. DEFINITIONS

AE : Acte d'engagement ATTRI1

CCAG FCS : Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services

CCTP : Cahier des clauses techniques particulières

CCAP : Cahier des clauses administratives particulières

Comptables assignataires : comptables des Etablissements :

- pour les ETS : les Agents Comptables secondaires des Etablissements locaux de l'EFS, et l'Agent Comptable Principal pour le siège

EFS : Etablissement Français du Sang, établissement public de l'Etat placé sous la tutelle du Ministre chargé de la santé et constitué de treize (13) Etablissements de transfusion sanguine (ETS) dont dix (10) en métropole et trois (3) dans les départements d'outre-mer

ETS : Etablissement de Transfusion Sanguine, établissement local de l'EFS ne disposant pas de la personnalité juridique dont les besoins sont coordonnés par le Siège de l'EFS conformément au règlement intérieur des marchés publics de l'EFS

Marché public : Marché à forfait et accord-cadre

Pouvoir(s) adjudicateur(s) :

- l'Etablissement Français du Sang (EFS)

Représentant du(es) pouvoir(s) adjudicateur(s) (RPA) :

- pour l'Etablissement Français du Sang, le Président de l'EFS, le directeur de l'ETS ou toute personne habilitée en vertu des délégations en vigueur

Services : La présente consultation concerne des services de transport routiers de produits biologiques. Il peut s'agir de tournées programmées comme de courses urgentes selon les besoins de l'EFS et des structures destinataires des biens. Les prestations sont décrites dans le CCTP.

Sous-traitant (au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique) : Personne physique ou morale exécutant certaines parties du marché public autorisée à être sous-traitées, ayant été accepté et ayant obtenu l'agrément de ses conditions de paiement

Titulaire : Le soumissionnaire auquel le pouvoir adjudicateur notifie le marché public

2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Transport routier de produits biologiques et autres matériels pour le compte de l'EFS Bretagne : Transports routiers intrarégionaux programmés avec véhicule tri-températures dirigées (4 compartiments : - 28°C, +4°C, +22°C et ambiant).

3. DISPOSITIONS GENERALES

3.1. Procédure de passation

Le présent marché public est passé selon la procédure de l'appel d'offres ouvert définie par les articles suivants :

- article L.2124-2 du code de la commande publique ;
- articles R.2124-1, R.2124-2, R.2161-2 et R.2161-4 du code de la commande publique.

En conséquence, **aucune négociation n'est possible dans le cadre de la présente consultation avec les candidats soumissionnaires, tant sur les aspects financiers que les aspects techniques des offres proposées.** Dès lors, les candidats soumissionnaires sont invités à proposer **la meilleure offre**, tant au plan technique que financier dès dépôt de celle-ci.

L'interdiction de négocier avec les candidats soumissionnaires n'empêche pas le pouvoir adjudicateur de régulariser les offres, ou demander des demandes de précisions aux candidats soumissionnaires sur le contenu et la teneur de leur offre.

3.2. Allotissement

La présente consultation porte sur :

- **Transports routiers intrarégionaux programmés avec véhicule tri-températures dirigées (4 compartiments : - 28°C - + 4°C + 22°C, ambiant)**

Ce marché n'est pas alloti car les prestations de transport portent sur la même typologie de produits à transporter, avec des tournées optimisées tant pour l'organisation et le suivi des services de l'EFS (suivi et exécution optimisés avec un unique titulaire pour le transport de produits critiques) que l'impact environnemental des navettes à effectuer. L'organisation mise en place permet d'avoir un seul camion au départ de Rennes desservant tous les sites au lieu de plusieurs camions desservant un ou quelques sites (étant précisé que les camions en tri-températures nécessaires ne sont plus fabriqués aujourd'hui et demandent donc un temps long d'aménagement et par conséquent d'investissement pour un prestataire potentiel).

3.3. Marché sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires

Le marché public pourra faire l'objet d'une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires en application et dans les conditions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique. Les prestations similaires sont estimées à 100 000€ HT (montant non compris dans l'estimation fournie à l'article 3.5.).

3.4. Forme du marché public

Il s'agit d'un accord-cadre fixant toutes les stipulations contractuelles et exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande (article R.2162-2 alinéa 2 et articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique).

L'accord-cadre est conclu comme suit, sans montant minimum et avec seulement un maximum (article R.2162-4 2° du code de la commande publique) :

Intitulé	Engagement minimum	Maximum En € HT sur toute la durée du contrat
Transports routiers intrarégionaux programmés avec véhicule tri-températures dirigées (4 compartiments : - 28°C - + 4°C + 22°C, ambiant)	0	1 850 000 €

Le Titulaire est engagé à concurrence des valeurs maximales.

3.5. Estimation du marché public

Les quantités estimatives sont indiquées dans le DQE (Détail Quantitatif Estimatif). Il s'agit de quantités estimatives, elles ne sont pas contractuelles.

L'estimation pour les prestations prévues au contrat est la suivante :

350 736,10 € (estimation annuelle).

3.6. Durée du marché public

Le marché public prend effet à compter de sa date de notification au titulaire pour une durée de 12 mois. Il est reconductible tacitement 3 fois par période de 12 mois, sans pouvoir dépasser une durée maximum de 48 mois.

Dans l'hypothèse où le RPA décide de ne pas reconduire le marché public, il en informe le Titulaire par courrier avec accusé de réception au plus tard 3 mois avant l'échéance. Le Titulaire ne pourra renoncer à la reconduction notifiée par l'EFS.

Un délai de 5 mois est laissé au Titulaire à partir de la date de prise d'effet du contrat (estimée le 6 août 2025 : date de notification envisagée) ou à défaut à sa date de notification pour préparer l'exécution des prestations. En conséquence, les prestations commenceront à être exécutées à compter du 6 janvier 2026 (si la notification du contrat intervient avant ou le 6 août 2025).

3.7. Langue d'exécution du marché public

3.7.1. Principe

La langue dans laquelle est exécuté le présent marché public est le français, tant pour les échanges verbaux que pour les communications écrites.

S'ils ne sont pas rédigés en français, les documents du marché public sont accompagnés d'une traduction en français.

3.7.2. Obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En application des dispositions de l'article R.4511-5 du code du travail, faute de maîtrise suffisante de la langue française permettant d'une part la compréhension des informations relatives aux mesures de prévention et de sécurité, et d'autre part la bonne exécution des prestations attendues par le personnel affecté à l'exécution du marché public, le Titulaire pourra être tenu, suite à l'information préalable du pouvoir adjudicateur, de veiller à l'intervention d'un interprète qualifié dans les langues concernées.

La prise en charge des frais d'interprétariat se fera aux seuls frais du Titulaire.

3.7.3. Défaut de recours à un interprète

En cas de carence constatée ou du défaut de preuve de la qualification d'un interprète, le pouvoir adjudicateur désigne un ou des interprètes de son choix. Les frais consécutifs seront comptabilisés comme pénalités au titre de l'article afférent au présent CCAP. De plus, après mise en demeure restée sans effet, la résiliation du marché pourrait être prononcée aux frais et risques du Titulaire.

4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre d'importance décroissant suivant :

- L'acte d'engagement (AE) ;
- Le bordereau des prix unitaires (l'annexe financière à l'acte d'engagement) ;
- Le présent CCAP ;
- Le CCTP et ses annexes :
 - o Annexe 1 : Liste des sites fixes de l'EFS Bretagne
 - o Annexe 2 : Liste des produits dangereux
 - o Annexe 3 : Contenu de la mallette, trousse de secours
 - o Annexe 4 : Descriptif du kit d'épandage de produits sanguins
- Le Cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur à la date de notification du présent marché public ;
- La Proposition technique du Titulaire.

Par dérogation à l'article 1^{er} du CCAG FCS, le présent CCAP ne prévoit pas d'article récapitulant les dérogations au CCAG FCS.

Hormis le CCAG FCS applicable, l'exemplaire original des pièces énumérées ci-dessus, conservé par le RPA, fait seul foi. Le Titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG FCS applicable bien qu'il ne soit pas matériellement joint au présent CCAP.

Toute clause des conditions générales de vente du Titulaire contraire aux dispositions des CCAP et CCTP est réputée non écrite.

De façon générale, aucune réserve ou condition qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de la Proposition puis durant l'exécution du marché public ne sera admise. Le Titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives du marché public désignées au présent article.

5. EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

5.1. Développement durable

5.1.1. Obligations environnementales

Le Titulaire respecte les obligations environnementales suivantes :

- les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air.

5.2. Modalités d'exécution de l'accord-cadre donnant lieu à l'émission de bons de commande

5.2.1. Emission des bons de commande

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande établis par le RPA et transmis au Titulaire par tout moyen permettant de leur donner date de réception certaine.

Les bons de commande sont émis à tout moment, à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils indiquent :

- Le numéro d'enregistrement du présent accord-cadre ;
- La durée de validité du bon de commande ;
- La nature, les références et les quantités de Services concernés ;
- Le prix unitaire contractuel HT des Services ;
- Le montant total HT du bon de commande ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le lieu de livraison et la date d'exécution souhaitée ;
- Eventuellement, les conditions particulières d'exécution des Services.

5.2.2. Délais d'exécution des bons de commande

Les délais d'exécution sont fixés conformément aux engagements contractuels.

Le contenu des bons de commande est impératif.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG FCS, à compter de la réception de la commande, le Titulaire dispose d'un délai de 2 jours ouvrés pour émettre des observations, par écrit au service Achats.

Un bon de commande annuel sera émis.

Un planning mensuel des courses à réaliser sera transmis tous les 20 du mois pour le mois suivant. Le Titulaire est informé par le RPA de toute modification de ce planning dès qu'elle est connue.

Le Titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la durée du marché public dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de six (6) mois à compter de la date d'échéance du marché public. Le prix de règlement est le prix en vigueur à la date de commande.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG FCS, en cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'un bon de commande, le Titulaire en avertit l'Etablissement concerné dans les plus brefs délais. Le Titulaire lui adresse un courrier de confirmation motivé explicitant de manière détaillée et vérifiable la nature de ces difficultés. Il formule en même temps une demande de prolongation du délai d'exécution.

5.3. Vérification et admission

Sous réserve des stipulations du présent CCAP, les opérations de vérification et d'admission des Services s'effectuent conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG FCS.

Lors de la livraison des Fournitures, une vérification est effectuée. Le RPA habilité à réceptionner les produits atteste notamment que les quantités, les délais, les conditions de transport et les conditions de températures ont été respectés.

A cet effet, le Titulaire fournit les éléments nécessaires à cette vérification, en application de ces obligations, telles que fixées dans les dispositions du CCTP.

Le Titulaire fournit à l'EFS, le détail de la traçabilité des colis, durant toute la phase de transport de la prise en charge des produits jusqu'à la livraison finale.

Le Titulaire établit à chaque transport une lettre de voiture (lettre de voiture fournie par le Titulaire).

Le Titulaire doit également renseigner à chaque trajet, un Bordereau de transport désignant entre autres, la nature de la marchandise, la température de conservation du produit, le nombre de colis, les coordonnées de l'expéditeur et du destinataire et les heures d'enlèvements et de livraisons sur les sites.

Chaque document sera horodaté et émargé par chacun des intervenants. Le chauffeur remet un ticket de relevé des températures, imprimé à chaque point de passage, le cas échéant (selon dispositions du CCTP).

Les réserves, qui seraient émises sur la nature des colis, les colis manquants, endommagés ou supplémentaires, sont inscrites sur le bordereau de transport ou lettre de voiture. Le RPA notifie au transporteur, par tout moyen permettant de disposer d'une date certaine, les réserves précises, détaillées et complètes qu'appelle la livraison.

Le RPA s'engage à transmettre la même information au Titulaire, qui fait son affaire du règlement du litige.

Le RPA se réserve le droit de refuser toute livraison pour laquelle les modalités de transport et de livraison prévues au marché ne seraient pas respectées.

5.4. Pertes des Fournitures

5.4.1. Pertes avérées

Tout constat de perte avérée d'un ou de plusieurs colis, quelle que soit la quantité, doit être immédiatement signalé à l'EFS, en précisant les produits, quantités, lieu présumé de la disparition ou du transport, etc.

5.4.2. Pertes partielles

Les cellules thermostatées, devront être, parfaitement identifiées à l'extérieur, et disposer d'un système d'enregistrement des températures.

Le non-respect strict pendant le transport, des températures de conservation indiquées lors de la demande de transport, pour les produits mentionnés, peut entraîner l'obligation de la disqualification desdits produits, une mise en quarantaine en vue d'un déclassement ultérieur, voire leur destruction définitive. Dans ce cas, le Titulaire, indemnise l'EFS de la perte des produits.

5.4.3. Pertes totales

Le Titulaire, est tenu pour responsable, des pertes totales, constatées lors de la livraison, et cette présomption, subsiste, tant qu'il n'a pas rapporté la preuve certaine, que le dommage provient du vice propre de la marchandise, de la force majeure, ou d'une faute de l'expéditeur.

Les conditions atmosphériques, ne relèvent de la force majeure, que si leur intensité a été exceptionnelle, eu égard, à la période de l'année, au lieu, et, aux moyennes constatées.

Sont considérés comme effets des catastrophes naturelles, en application de l'article L. 125-1 alinéa 3 du code des assurances, les dommages matériels directs non assurables ayant eu pour cause déterminante l'intensité anormale d'un agent naturel lorsque les mesures habituelles à prendre pour prévenir ces dommages n'ont pu empêcher leur survenance ou n'ont pu être prises.

En cas de perte totale ou partielle, les produits, sont remboursés pour chaque typologie de produit, selon le prix de cession, en vigueur, selon les dernières modifications notifiées au Journal officiel.

La marchandise altérée, doit impérativement, être restituée par le Titulaire à l'EFS, après accord de ce dernier.

L'EFS prend toutes les dispositions utiles, en vue de la conservation des produits, qu'il gardera, jusqu'à la visite de l'expert mandaté par le Titulaire dans un délai d'une semaine. Au-delà de ce délai, l'EFS est en droit de les détruire et les facturer au Titulaire pour compensation.

5.5. Pénalités

En cas d'application de la présente clause, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article, sans préjudice du non-paiement, pour absence de service fait, des Services non effectués.

Les pénalités éventuelles dont le Titulaire peut être redevable sont déduites du montant du marché public révisé ou actualisé TTC ou des factures correspondantes aux bons de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, aucune exonération de pénalité n'est prévue.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités n'est pas plafonné.

En cas de résiliation du marché public, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille incluse de la date d'effet de la résiliation.

5.5.1. Pénalités de retard

Les pénalités sont calculées par rapport aux stipulations du CCTP pour les tournées programmées et par rapport aux délais mentionnés dans ce dernier à compter du premier jour/heure calendaire de retard et pour chaque prestation de transport commandée (voir ci-dessous).

Les manquements du Titulaire à ses obligations sont établis par constat direct de chaque RPA.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS, en cas de retard par rapport aux délais d'exécution du marché public, le Titulaire encourt, de plein droit, et sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

- Non-respect des horaires (début de la course et des horaires de passages sur chaque site) : une pénalité de 80 euros par heure de retard pourra être appliquée à compter de la première heure de retard ;

5.5.2. Pénalités pour mauvaise exécution

En cas de manquement du Titulaire dans l'exécution des prestations, il encourt les pénalités suivantes par manquement constaté :

- **100 euros** pour non communication à l'EFS d'un retard de la prestation suite à un évènement extérieur (trafic, accident, fermeture voie d'accès ...) tel que décrit au CCTP, pénalité appliquée à partir du 1^{er} manquement constaté.
- Non-respect des températures de transport/stockage telles que décrites dans le CCTP, pénalité appliquée à partir du 1^{er} manquement constaté, **le montant de la pénalité appliquée correspondra au montant de la valeur du/des produit(s) concerné(s) qui sera(ont) détruit(s) à cause de ce non-respect.**
- **100 euros** pour toute absence/retard de réponse et/ou d'action corrective à une fiche de non-conformité transmise par l'EFS dans un délai de 7 jours calendaires, pénalité appliquée de la part de l'EFS sans réponse de la part du Titulaire.

5.5.3. Autres pénalités

Les pénalités applicables sont les suivantes :

- Non-respect des normes (chauffeur non habilité ou défaut de formation ayant des conséquences factuelles sur la bonne exécution du marché) : 1 fois le coût de la prestation concernée par manquement (le montant de la pénalité correspond au coût de la prestation par manquement constaté) ;
- Non-respect du délai indiqué à l'article 11.2 du CCTP, au-delà de l'heure maximum pour fournir le back-up en cas de panne d'un véhicule. 1 fois le coût de la prestation concernée par manquement constaté et par jour (coût de la tournée non-effectuée, le montant de la pénalité correspond au coût de la prestation par manquement constaté) ;
- Non-respect du délai indiqué à l'article 11.2 du CCTP, au-delà de 2 à 4 jours maximum pour fournir un second véhicule conforme au véhicule initial qui exécute la prestation (situation dans laquelle le back-up est déjà utilisé pour la panne d'un autre véhicule, le montant de la pénalité correspond au coût de la prestation par manquement constaté) : 50% du coût de la prestation par jour ;
- Non-prise en charge d'un circuit ou d'une course pour autre motif que ceux précités : 2X le coût de la prestation concernée par manquement constaté ;
- Absence de passage sur un site prévu au circuit : 1X le coût de la prestation concernée par manquement constaté ;
- Pénalité pour non mise à disposition du rapport de suivi journalier des températures des enceintes thermostatées pendant l'exécution des prestations : 100€ par produit ;

Le montant des pénalités est déduit du règlement des factures présentées par le Titulaire du marché, sans mise en demeure préalable.

5.5.4. Pénalité pour non-respect des obligations du Titulaire en matière d'interprétariat

En cas de non-respect des obligations en matière d'interprétariat ou de défaut de preuve de la qualification de l'interprète, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité correspondant aux frais consécutifs pour le pouvoir adjudicateur, assortie d'une pénalité forfaitaire de cent (100) euros par jour de carence constaté.

5.6. Sous-traitance au sens des articles L.2193-1 à L.2193-14 du code de la commande publique

En application des articles L.2193-4, R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique, il est rappelé que tout sous-traitant doit préalablement à son intervention au titre du marché public être déclaré à l'EFS afin d'être accepté et que ses conditions de paiement soient éventuellement agréées.

Dans ce cas, le Titulaire doit fournir au pouvoir adjudicateur une déclaration mentionnant :

- a) La nature des prestations sous-traitées ;
- b) Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- c) Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- d) Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- e) Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant à l'image des éléments demandés au Titulaire lors de la passation du marché public (l'article 1.9.3 du règlement de la consultation).

Il lui remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Si le montant des prestations sous-traitées dépasse 600 € TTC, un RIB original du sous-traitant doit également être fourni avec la déclaration.

6. SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

6.1. Réunions de suivi

Les éléments sont définis dans le CCTP.

6.2. Relations entre les parties

Le Titulaire désigne dans son effectif un représentant unique chargé des relations avec le RPA. Il désigne également nommément les membres de son personnel responsables du déploiement et de l'exécution des Services.

Le représentant du Titulaire est tenu informé de toute demande formulée par le RPA directement auprès des personnels précités.

Le RPA désigne au sein du personnel, un interlocuteur unique du Titulaire.

6.3. Confidentialité

Les supports informatiques et documents fournis par l'EFS au Titulaire restent la propriété de l'EFS.

Tant pendant la durée du marché public qu'après son expiration, toutes les informations et/ou tous les documents de toute nature (commerciaux, industriels, techniques, financiers, etc.) et les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du présent marché public.

Au terme du présent marché public, le Titulaire s'engage, après s'être assuré des modalités relatives à la réversibilité, à détruire l'ensemble des documents/informations mis à disposition par l'EFS.

Une fois détruits, le Titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

Conformément aux dispositions du RGPD et de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

6.3.1. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent marché public, et à la condition que l'EFS ait donné son accord préalable ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché public ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché public ;
- prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités tout au long de la durée du présent marché public ;
- au terme du marché public, à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies ;

- garantir la confidentialité des données à caractère personnel auquel le Titulaire a accès dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à accéder aux données à caractère personnel en vertu du présent marché public :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

L'EFS se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas sous-traiter l'exécution des prestations à une autre personne privée ou publique, physique ou morale, ni procéder à une cession de marché sans l'accord préalable de l'EFS.

6.3.2. Dispositions en cas de non-respect des obligations

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'EFS pourra prononcer la résiliation immédiate du marché public, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

7. MODIFICATIONS DU MARCHE PUBLIC

7.1. Modifications relatives au Titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer le RPA par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais.

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession, à titre onéreux ou gracieux, sauf accord écrit et préalable du RPA. De même, le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du Titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du RPA.

Dans ces cas, le Titulaire doit en informer le RPA dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent
- Une copie de l'annonce légale
- Les attestations fiscales
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger
- Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail
- Une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise
- Le pouvoir de la personne habilitée à engager la société cessionnaire
- Un relevé des nouvelles coordonnées bancaires de la société cessionnaire

- Un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>
- Les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au Titulaire du marché public.

La cession du marché public acceptée par le RPA fera l'objet d'un avenant conclu entre le RPA, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau Titulaire.

7.2. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, le RPA pourra, sans que nécessairement un avenant soit conclu :

- Emettre un bon de commande auprès d'un autre fournisseur en cas d'impossibilité pour le titulaire du présent marché d'exécuter les prestations, dans la limite fixée à l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Accepter temporairement un rallongement des délais d'exécution du marché.

Pour l'application du présent article, le Titulaire doit au préalable notifier par écrit au RPA les éléments explicatifs relatifs aux circonstances imprévisibles et leur impact sur le marché public.

L'accord du RPA est notifié au Titulaire.

Par dérogation à l'article 25 du CCAG FCS, il est également prévu la clause de réexamen en cas de :

- Une évolution des tournées programmées rendue nécessaire pour l'EFS Bretagne (dans cette hypothèse un avenant sera conclu).

7.3. Suspension du marché en cas de circonstances imprévisibles

Il sera fait application de l'article 24 du CCAG FCS.

7.4. Evolutions administratives

Au cours de l'exécution du marché public, le Titulaire informe par écrit le RPA de toute modification de désignation ou de référence des Services objets du présent marché public.

Le RPA prend acte de la modification demandée par courrier recommandé avec accusé de réception, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant dès lors que la modification souhaitée n'a pour objet que la stricte correction d'une erreur matérielle dans la désignation ou dans l'indication des références du Service considérée, ou l'attribution d'une nouvelle référence à ce Service dont la nature et le prix demeurent par ailleurs inchangés.

7.5. Evolutions technologiques

Le Titulaire informe sans délai le RPA de toutes modifications ou évolutions technologiques qu'il entend apporter aux Services objets du présent marché public.

Sur la base des informations transmises, le RPA décide de la conduite à tenir et la notifie au Titulaire au plus tôt un (1) mois après réception des informations. En fonction de la nature des modifications ou évolutions technologiques proposées, le RPA peut décider de la mise en œuvre d'études complémentaires. A ce titre, le Titulaire s'engage à fournir l'aide technique et les Services nécessaires à titre gratuit. Le Titulaire ne peut mettre en œuvre les modifications avant réception de la notification de la décision du RPA.

A l'exception des cas de mise à disposition de nouveaux Services, toute évolution technologique acceptée par le RPA, dans les conditions décrites au présent article, est sans incidence sur les

engagements contractuels volumes minima et maxima des Services indiqués ci-dessus, ou sur les prix du marché public.

En tout état de cause, toute évolution technologique ou l'introduction de nouveaux Services dans le cadre du marché public donnent lieu à la conclusion d'un avenant.

Toute modification acceptée par le RPA donne lieu à une mise à jour de la documentation par le Titulaire. La documentation mise à jour est adressée dans les meilleurs délais par le Titulaire aux RPA.

8. DEFAILLANCE DU TITULAIRE

En cas d'inexécution du Service, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les deux parties, l'EFS se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du Titulaire, aux frais et risques du Titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

9. REGLEMENT FINANCIER DU MARCHE

9.1. Caractère et contenu des prix

Les prix du marché public sont les prix unitaires, exprimés en euros HT et TTC, mentionnés dans l'annexe financière.

Les prix sont entendus franco de port et d'emballage et comprennent les coûts afférents aux Services.

Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les Services, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires du Titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur le jour de la livraison.

Les prix indiqués dans le BPU comprennent :

- Le coût du personnel nécessaire,
- Le cout des camions et matériels nécessaires à la prestation,
- Le coût carburant,
- Etc.

9.2. Forme et évolution des prix

Les prix sont révisables selon les modalités définies ci-dessous.

9.2.1. Part du prix relative au carburant

Conformément à l'article 23 III de la loi 2006-10 du 5 janvier 2006, au cours du marché public, le prix de transport initialement convenu est révisé mensuellement de plein droit pour prendre en compte la variation des charges liée à la variation du coût du carburant entre la date de notification du marché public et la date de réalisation des Services.

Les charges de carburant sont déterminées au jour de la date de remise des offres, par référence au prix du gazole publié par le Comité National routier et la part des charges de carburant dans le prix du transport telle qu'établie dans les indices synthétiques du Comité National Routier.

Le prix du transport initialement convenu est révisé de plein droit en appliquant aux charges de carburant la variation à la hausse ou à la baisse de l'indice gazole publié par le Comité National Routier

(HORS TVA) sur la période allant de la date de notification du marché à la date de facturation. La facture fait apparaître les charges de carburant supportées par l'entreprise pour la réalisation des opérations de transport.

La part relative au carburant est fixée unilatéralement à 15% du prix HT.

9.2.2. Part du prix relative aux salaires des agents de transport

La révision des prix pour cette part sera réalisée annuellement à la date anniversaire du contrat.

La formule de révision suivante est applicable dans ce cas :

$$P = P_0 \times (0,15 + 0,85 \times (CNL P_1 / CNL P_0))$$

Dans laquelle :

P = Prix révisé

P₀ = Prix initial indiqué en annexe de l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres.

CNL P₀ = Taux de salaire horaire des ouvriers - Transports et entreposage (NAF rév. 2, niveau A38 HZ) (Identifiant INSEE : 010562766) correspondant à l'indice du mois à la date de signature du marché public.

CNL P₁ = Taux de salaire horaire des ouvriers - Transports et entreposage (NAF rév. 2, niveau A38 HZ) (Identifiant INSEE : 010562766) correspondant au dernier indice connu lors de la demande de révision des prix.

Pour cette partie, les prix ne peuvent varier de plus de 1% par an en application de la présente formule de variation des prix.

9.2.3. Dispositions communes pour procéder à la révision des prix

Le Titulaire a la charge de la révision des prix. Son omission lors d'une demande de paiement ne pourra donner lieu à aucune régularisation par la suite.

Le Titulaire doit formuler sa demande par lettre recommandée avec avis de réception postal ou par courriel trois mois avant la date anniversaire du contrat (part salaires de la révision).

Pour la part carburant, le Titulaire remet lors du dépôt de sa facture, les justificatifs et le prix supplémentaire à payer en application de la révision de la part gazole.

Le non-respect de ses modalités et délais entraîne le rejet de la demande.

La révision des prix s'opère à la hausse comme à la baisse.

Le RPA fait connaître sa décision d'acceptation des nouveaux prix par courriel adressé au titulaire dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande de révision. L'absence de réponse dans ce délai vaut acceptation tacite des nouveaux prix révisés.

Arrondis :

Lors de la mise en œuvre de la révision de prix, les calculs intermédiaires et finals seront effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

9.2.4. Clause de révision exceptionnelle

Sur demande du Titulaire et en cas d'augmentation dûment justifiée des prix des matières premières ou autres éléments indispensables à l'exécution des prestations, l'EFS se réserve la faculté d'accepter, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, de manière exceptionnelle, à tout moment de l'exécution de l'accord-cadre, et pour une durée déterminée, une hausse des prix provisoire du contrat en dehors du cadre donné dans les articles ci-dessus (prévus pour la part carburant et les salaires).

Le Titulaire doit apporter la preuve de l'augmentation des prix par tout justificatif (indices, etc.) démontrant une hausse exceptionnelle de ces prix justifiant le recours à cette clause spécifique.

A l'issue de la période déterminée, les tarifs en vigueur précédemment s'appliqueront de nouveau.

Lors de la mise en œuvre de la révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- Si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- Si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

9.3. Avance

Sauf refus express du Titulaire mentionné dans son acte d'engagement, une avance lui est versée dans les conditions définies aux articles R.2191-3 à R.2191-10 et aux articles R.2191-15 à R.2191-18 du code de la commande publique.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG FCS, le taux de l'avance est de 10% (*que le titulaire soit une PME ou non*).

Le remboursement de l'avance s'opère par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire en exécution du marché public conformément aux articles R.2191-11, R.2191-12, R.2191-14 et R.2191-19 du code de la commande publique.

9.4. Modalités de facturation et de règlement

9.4.1. Facturation

Après exécution des prestations/de chaque bon de commande, le Titulaire transmet à chaque RPA un exemplaire d'une facture indiquant, outre les mentions légales, les sommes auxquelles il prétend du fait de cette exécution et tous les éléments de détermination de ces sommes.

Les prestations sont payées mensuellement. Le titulaire transmet sa facture au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent.

Les factures comprennent notamment :

- les nom et adresse du créancier ;
- le numéro du marché public ;
- le numéro du bon de commande ;
- le numéro du bon de livraison ;
- la quantité et la désignation des Services exécutés ;
- le montant hors TVA des Services ;
- le taux et le montant de la TVA en vigueur ;
- le montant total TTC ;

- la date de facturation ;
- le cas échéant, le numéro de TVA intracommunautaire.

9.4.2. Dématérialisation des factures

Conformément à l'article L.2192-1 du code de la commande publique, les Titulaires ainsi que les sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus par l'Etat, les collectivités territoriales et les établissements publics, transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

Cette solution s'intitule CHORUS PRO. Elle permettra le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et sera mise gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Les factures, ainsi que tout document jugé utile par le Titulaire ou demandé par le pouvoir adjudicateur, seront adressées à chaque établissement de l'EFS par l'utilisation du numéro de SIRET qui lui est associé.

En vue de faciliter et accélérer le traitement des factures, l'EFS a choisi de rendre obligatoire dans CHORUS PRO le remplissage, par le fournisseur, de la zone « Engagement ». Le numéro de commande et le numéro de marché public, s'il existe, seront à renseigner dans ce champ.

En retour, un suivi du traitement des factures sera transmis au fournisseur via CHORUS PRO, l'informant notamment des statuts suivants :

- facture rejetée, en cas de refus par l'EFS de la facture émise ;
- facture suspendue, en cas de demande de précisions complémentaires nécessaires pour permettre la mise en paiement. Ce statut est réputé donner date certaine à la décision de suspension du délai de paiement par le pouvoir adjudicateur.

9.4.3. Délai global de paiement

Le paiement des factures intervient dans un délai maximum de trente (30) jours pour les ETS à compter de la date de réception de la facture. La date de réception des factures est constatée par l'Etablissement.

Si la réception de la facture est antérieure à l'acceptation de la livraison des Services, le point de départ du délai de paiement correspondant à la date d'admission de la livraison des Services, constatée par le bordereau de livraison en l'absence de réserves émises sur ce bordereau.

Si, à l'issue des opérations d'admission, les Services ne sont pas admis ou s'ils sont rejetés à la suite d'une non-conformité documentée constatée dans les conditions définies dans le présent CCAP, elles donnent lieu à un avoir.

L'EFS Bretagne se libère des sommes dues par virement administratif sur le compte du Titulaire.

9.4.4. Suspension du délai global de paiement

En cas de présentation d'une facture non conforme, ce délai peut être suspendu une fois.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire via un encodage CHORUS ou par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Elle précise les raisons qui, imputables au Titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'Etablissement, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au Titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, un nouveau délai commence à courir dans les conditions prévues à l'article R.2192-29 du Code de la commande publique.

9.4.5. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai susmentionné donne droit au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant forfaitaire de 40 euros et fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire. Ils courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente avant le premier jour calendaire du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points.

Le Titulaire ne pourra, en aucun cas, se prévaloir d'un retard de paiement, pour suspendre ou interrompre l'exécution des prestations qui lui incombent en application du présent marché public.

9.4.6. Nantissement et cession de créance

Le nantissement et la cession de créance s'effectuent conformément aux articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Par dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG FCS, seuls seront notifiés au Titulaire les documents suivants :

- la copie de l'acte d'engagement et de l'annexe financière.

L'EFS délivre uniquement l'exemplaire unique / le certificat de cessibilité en vue de la cession de créance sur demande écrite du Titulaire.

9.4.7. Renseignement d'ordre comptable

Le Comptable public assignataire des paiements est :

- le Comptable secondaire de l'ETS Bretagne, désigné dans l'acte d'engagement pour les besoins respectifs de l'Etablissement local ;

La personne habilitée à donner les renseignements mentionnés à l'article R.2191-54 du code de la commande publique est le RPA.

10. RESPONSABILITE - ASSURANCES

Le Titulaire a la responsabilité de la bonne exécution des prestations décrites au marché public. Cette responsabilité est étendue aux conséquences dommageables, corporelles, matérielles et immatérielles à l'égard des tiers et cocontractants des pouvoirs adjudicateurs du fait des prestations fournies par le Titulaire.

Le Titulaire et les sous-traitants désignés dans le marché public devront justifier au moment de la notification du marché public, puis en cours d'exécution, au moyen d'une attestation portant mention du nom de la compagnie, de l'étendue de la garantie, de la date d'expiration des garanties prévues au contrat, d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'ils encourent vis-à-vis des tiers et de l'EFS en cas d'accident ou de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché public.

L'attestation devra être remise dans le délai de quinze (15) jours après demande de l'EFS au Titulaire.

11. RESILIATION DU MARCHE PUBLIC (ARTICLE L.2195-1 ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

11.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le RPA peut mettre fin à tout moment à l'exécution du marché public, pour tout motif d'intérêt général, par décision unilatérale notifiée par écrit au Titulaire.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG FCS, dans la mesure où le présent marché public ne comporte pas d'engagement minimum contractuel, aucune indemnité n'est due dans ce cas.

La conclusion d'un marché public sur des prestations identiques ou incluant l'objet du présent marché public pour répondre aux besoins de l'ensemble des établissements de l'EFS peut constituer un motif d'intérêt général qui justifie la résiliation du présent marché public sur le fondement des dispositions susvisées, sans que la décision de résiliation ne puisse ouvrir droit à indemnité au bénéfice du Titulaire du présent marché public, y compris dans le cas où ce dernier n'est pas l'attributaire dudit marché public national.

11.2. Résiliation aux torts du Titulaire

Sans préjudice des dispositions ci-dessus, l'EFS peut procéder à la résiliation du marché public en application de l'article 41 du CCAG FCS, pour mauvaise exécution du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité :

- Faute du Titulaire ou son incapacité manifeste et durable à satisfaire à l'exécution de ses obligations, constatée par l'EFS ;
- Tout manquement aux obligations de confidentialité mentionnées ci-dessus.
- En application des articles D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, ou D. 8222-7 et D. 8222-8 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, Les pièces mentionnées à l'article D. 8254-4 du code du travail, l'inexactitude des renseignements fournis à l'EFS ou la non production, tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché public, des pièces prévues à l'article D. 8222-5 du code du travail, et ce, sans préjudice de poursuites ultérieures éventuelles.
- S'il n'a pas corrigé les irrégularités aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et à la déclaration des salariées de l'entreprise dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure du Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

L'EFS peut résilier le marché public à la condition d'avoir préalablement notifié par écrit la mise en demeure demandant au Titulaire de remédier aux défaillances dans les délais indiqués. La mise en demeure doit être restée infructueuse.

La résiliation prendra effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de notification.

11.3. Résiliation pour événements liés au marché

Conformément à l'article 40.1 du CCAG FCS, l'EFS peut résilier le marché dans les deux cas suivants :

- Lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques particulières dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de proportion avec le montant du marché
- Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure

Par dérogation aux articles 3.8.3 et 40.2 du CCAG FCS, le titulaire ne dispose pas de la faculté de demander la résiliation du marché pour ordre de service tardif.

11.4. Exécution aux frais et risques

L'EFS se réserve la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues au marché aux frais et risques du Titulaire dans les cas et selon les modalités prévues à l'article 45 du CCAG FCS.

12. LITIGES

Les parties conviennent de rechercher en cas de litige un accord amiable, et faute de l'obtenir de s'en remettre aux juridictions administratives compétentes. Elles élisent pour ce faire domicile en leurs sièges sociaux respectifs.

13. OBLIGATIONS DU TITULAIRE AU REGARD DE SA SITUATION FISCALE ET SOCIALE

Le Titulaire remet tous les six mois jusqu'à la fin du présent marché public les pièces mentionnées aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Il s'agit, lorsque le Titulaire est établi en France, en vertu de l'article D 8222-5 susmentionné :

- d'une attestation de vigilance délivrée en ligne sur le site de l'URSSAF ;
- d'une attestation fiscale justifiant de la régularité de sa situation fiscale (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) ;
- d'un numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais du site internet suivant : <https://annuaire-entreprises.data.gouv.fr/>.

En cas de Titulaire établi dans un autre Etat, il s'agit des documents réclamés aux articles D 8222-7 et D 8222-8 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le Titulaire domicilié en France sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'EFS, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>